



La direction multiplie les attaques... Coordonnons nationalement nos luttes !

Suppression de milliers d'emplois, mutations obligatoires, transfert vers les filiales : voilà ce qu'organise actuellement la direction SNCF, voilà ce qu'elle veut nous imposer dans les mois qui arrivent. Pour essayer de rendre ce désastreux tableau plus joli, la direction invente des « Espaces Mobilité Emploi » pour nous transformer en salarié-e-s de l'intérim. Elle propose aux syndicats de se taire contre quelques euros supplémentaires accordés aux cheminot-e-s obligé-e-s de déménager pour conserver un emploi. A ceux qui refuseront le déracinement, ce sera la « mobilité groupe », stratégie de dilution des cheminots de l'EPIC SNCF, entreprise à Statut, dans la multitude de filiales de la SNCF, au régime de droit privé. **Quelle hypocrisie de faire semblant de discuter en même temps de la « souffrance au travail » !**

Au fret, la casse se poursuit

« Pas de filialisation » avant le printemps 2010, a annoncé la direction pour rassurer ... ceux qui veulent se rassurer avec si peu ! Ne fournissant aucune réponse sur le fond, cette décision valide de fait la politique de suppression massive d'emplois cheminots au fret et ailleurs, ainsi que la fermeture en cascade de sites ferroviaires.

Pour SUD-Rail, la filialisation en 2010, ce n'est pas mieux qu'en 2009. Et l'alignement de nos conditions de travail sur ce qui est imposé aux salarié-e-s des filiales, pour soi-disant pour éviter la filialisation, ce n'est pas acceptable.

Le trafic fret doit se développer, au sein de la SNCF : c'est possible si on donne les moyens nécessaires au service public, si on supprime RFF qui engloutit des milliards d'euros, si on maintient et développe les installations ferroviaires, les emplois de cheminot-e-s.

La politique actuelle va à l'opposé. Ainsi, alors que le gouvernement et la SNCF font de l'agitation médiatique autour de la relance du fret ferroviaire, **RFF vient de tripler son tarif de redevance d'usage pour les voies de services nécessaires à l'activité du wagon isolé.** RFF prend des décisions qui assassinent un secteur indispensable pour mettre en œuvre une politique de report modal cohérente avec les impératifs climatiques, les enjeux environnementaux et plus généralement ceux du développement durable.

Une fois de plus, démonstration est faite des graves erreurs politiques, économiques et écologiques qu'ont constitués la création de RFF en 1997, son maintien par les gouvernements successifs, et en conséquence l'impossibilité de faire fonctionner en cohérence un système ferroviaire de plus en plus éclaté. RFF doit sans délai être réintégré au sein d'un établissement public unique SNCF.

La fédération SUD-Rail demande l'ouverture d'un débat public et d'une concertation sous l'égide des pouvoirs publics mêlant associations, organisations syndicales, organisations politiques et acteurs du Fret ferroviaire.

Cette concertation doit définir les priorités sociétales d'une politique de transport globale en phase avec les enjeux sociétaux. Rien à voir avec la succession de réunions organisées par la direction SNCF et/ou le gouvernement, où il s'agit juste d'être informé de décisions déjà prises ! **Il y a urgence à mobiliser toutes les forces syndicales, politiques et citoyennes pour stopper l'inacceptable casse de Fret SNCF : SUD-Rail y contribue.**

Pour une nouvelle politique des transports, SUD-Rail, pour le court terme, propose :

- ⇒ L'abrogation de Réseau Ferré de France
- ⇒ Le désendettement du système ferroviaire
- ⇒ Un moratoire sur les fermetures dans le ferroviaire
- ⇒ Un moratoire sur la construction d'autoroutes
- ⇒ L'abrogation de la loi autorisant les financements d'infrastructures en « partenariat public/privé »
- ⇒ L'arrêt de la concurrence intra modale
- ⇒ L'interdiction sur le réseau routier national des véhicules supérieurs à 40 tonnes
- ⇒ L'arrêt de la perpétuelle course au dumping social.

Pour le trafic Voyageurs, c'est le même schéma que pour le fret

La direction SNCF et les pouvoirs publics racontent « *qu'à cause de l'Europe* », il faut laisser la place aux entreprises privées et abandonner des pans entiers de la SNCF (du trafic, mais aussi les gares pour les plus libéraux !).

Pour faciliter la privatisation, la direction ne cesse de découper le chemin de fer, la SNCF : d'abord en Activités, puis en entités, en unités de ceci ou de cela. Les cheminot-e-s sont parqué-e-s dans telle ou telle structure dédiée à des missions restreintes, en attente de transfert vers le privé.

Ainsi pour les trafics voyageurs régionaux, **la concurrence de Kéolis pour répondre aux appels d'offres des Autorités organisatrices des transports marquerait une nouvelle étape du dumping social, et pourrait être le moyen de remettre en cause le statut de milliers de cheminot-e-s** des Activités TER, qu'ils soient agents de Conduite, des Trains, du Matériel, des Ventas, de l'Escale ou de la Manœuvre.

Pour les Grandes lignes, là aussi **la direction organise sa propre concurrence à l'EPIC SNCF en faisant d'Eurostar une entreprise ferroviaire à part entière, et la privatisation pourrait se poursuivre avec Thalys.**

Les restructurations se multiplient, et leurs conséquences nous touchent tous

Casse des Etablissements Exploitation par la création des EIC, fermetures d'ateliers en transférant le travail vers des entreprises privées, restructurations des établissements Equipement pour mieux les livrer à RFF, concentration des Centraux Sous-Station, suppression de 30% des emplois en Divisions Régionales pour les budgets 2010, roulements et conditions de travail dégradés à l'occasion du changement de service de décembre à la Traction et aux Trains...

...Equipement, Transport, Fret, Voyageurs, Matériel, etc., tous les cheminot-e-s sont confronté-e-s aux restructurations incessantes qu'imposent la direction.

Le but n'est pas d'améliorer le service, mais de dégager **toujours plus de productivité** sur notre dos, de **faire la place aux entreprises privées**, ... et **tant pis pour nos conditions de travail, pour la pénibilité accrue** (et pas reconnue !), **pour la perte de sens de notre travail, pour les arrêts maladies dont le nombre explosent, pour les situations de détresse dues à toute la violence patronale au travail.**

Chaque cheminot-e et l'entreprise publique SNCF sont menacés !

- ➔ **La création de RFF** a cassé la SNCF et contribue à son pillage, année après année.
- ➔ **L'externalisation de notre Caisse de Prévoyance et de Retraite** hors de la SNCF a marqué un second tournant historique.
- ➔ Aujourd'hui, les casseurs veulent porter le coup fatal à travers une succession effrénée de restructurations/réorganisations qui touchent tous les métiers et toutes les filières de l'entreprise publique.

Construisons ensemble notre avenir !

Le chemin de fer et la SNCF ont un avenir et pour cela il n'y a **pas besoin que les cheminot-e-s renoncent à la réglementation du travail aujourd'hui applicable**, il n'y a pas besoin d'encore plus de flexibilité, il n'y a pas besoin de conditions de travail encore pires qu'actuellement.

Le chemin de fer et la SNCF ont un avenir, et pour cela il n'y a **pas besoin que les cheminot-e-s acceptent une mobilité qu'ils/elles n'ont pas choisie**. Cette « mobilité », qui est un terme bien pompeux pour parler en fait de mutations arbitraires sous peine de licenciements !

Ce mode de gestion du personnel, des « ressources humaines » comme dit le patronat, c'est celui qui conduit aux suicides dont on a parlé à France Télécom ces derniers temps, à Peugeot ou Renault il y a peu, et dont on n'a pas parlé pour nombre d'entreprises où cette désespérance existe aussi, malheureusement, y compris à la SNCF.

Et même quand ils sont obligés d'en parler, les patrons imposent leur vocabulaire, pour essayer de masquer la réalité et leurs responsabilités : on nous parle de mal être des salarié-e-s, de souffrance au travail... Mais ce mal être, cette souffrance, ce sont les conséquences. **La cause, c'est la violence patronale d'organisations du travail démentes, bâties pour la seule recherche de toujours plus de productivité et de profits sans le moindre égard pour les femmes et les hommes !**

La fédération SUD-Rail a proposé une réunion unitaire le 16 décembre. Les fédérations FO, CFTC, CGC étaient présentes, mais sans mandat quant à une action en janvier. Une autre rencontre interfédérale s'est tenue le 21 décembre en présence des fédérations CGT, UNSA, SUD-Rail, CFTD.

Dès cette interfédérale, SUD-Rail a souhaité que les fédérations s'engagent sur un mouvement reconductible en janvier : ce qu'elles n'ont pas encore fait !

Toutefois, une Demande de Concertation Immédiate unitaire, sera déposée le lundi 4 janvier.

**Préparons ensemble un mouvement national tous services
à compter du 19 janvier !**